

Compte-rendu de la réunion du 6 janvier 2014

Les impacts des politiques environnementales sur la géopolitique de l'énergie

1. Organisation du Groupe de travail Géopolitique (IDées)

Fonctionnement du cycle de réunions IDées pour 2013-2014

La présentation Power point est disponible sur le site de la Fondation :

<http://www.fondation-tuck.fr/fondation-tuck-groupe-de-reflexion-idees.html>

Point sur les activités du Groupe Géopolitique

Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

- Quatre réunions sont programmées -2014 en 2013 pour le Groupe Géopolitique
- La prochaine réunion aura lieu le lundi 31 mars, à Vert-Mont. Elle sera consacrée aux « Ruptures Les ruptures et leurs impacts sur les relations entre Etats »

2. Exposés

Impact du développement des énergies renouvelables sur la géopolitique de l'énergie en Europe

Cécile Maisonneuve, Directeur du Centre Energie de l'IFRI

- On observe une situation relativement chaotique dans le secteur de l'électricité, due à un manque de politique européenne dans le secteur de l'énergie.
- Cette situation est marquée en particulier par une chute des prix de gros, avec des effets très négatifs sur les investissements.
- Les effets des ENR ont été mal pris en compte.
- Des politiques différentes sont appliquées par la DG Environnement, la DG Climat et la DG Entreprise. La DG Energie est censée opérer une synthèse, ce qu'elle a du mal à faire. Après une période où l'environnement était fortement mis en avant, la compétitivité devient le premier souci, en raison du contexte de crise. En outre les différents politiques menées par les Etats, ne facilitent pas la synthèse.
- Les politiques suivies peuvent être envisagées à quatre niveaux : dimension énergétique et environnementale, projet industriel et commercial, niveau éthique et niveau politique et électoral.
- Un certain nombre d'Etats fixent leur politique en fonction de leurs intérêts, sans se préoccuper des conséquences pour les autres Etats (cas de l'Allemagne).
- Un certain nombre d'évolutions restent difficiles à prévoir. En particulier, la situation du nucléaire reste difficile à analyser. L'accord du gouvernement britannique avec EDF marque-t-il le début d'un renouveau ? Le débat est marqué par une lutte géopolitique plutôt que par la recherche de complémentarité.

- L'année 2014 apparaît ainsi comme une année de tous les dangers.
- L'année 2015, avec la Conférence climatique à Paris, représente une nouvelle opportunité pour reposer les questions environnementales, mais la transition énergétique s'avère très chère à mettre en œuvre.
- L'Union Européenne peut se targuer d'être en avance sur ce plan, mais les mauvais résultats économiques européens ne rendent pas son modèle attrayant pour les autres pays.
- Le recours accru au charbon, notamment en Allemagne, risque d'entraîner des hausses sensibles des émissions de CO2.
- Comme acteur, l'Union Européenne apparaît en position de faiblesse.

Energie et environnement – Quelles implications géopolitiques ?

Christian de Perthuis, *Professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine, auteur du « Capital vert, une nouvelle perspective de croissance, avec Pierre-André Jovet, chez Odile Jacob »*

- Dans les négociations internationales, les pays émergents et les États-Unis ont à présent un poids beaucoup plus important que l'Europe.
- Les pays pauvres vont être les principales victimes, alors qu'ils ne sont pas les responsables.
- La Chine est très exposée au réchauffement climatique. Son niveau d'émission de CO2 par habitant a rejoint celui de l'Europe. Le réchauffement climatique risque d'avoir un impact important, notamment sur ses ressources hydriques. En même temps la Chine est devenue un acteur majeur dans le domaine des renouvelables et détient 70% du marché du photovoltaïque, sa capacité industrielle étant soutenue par un financement public.
- L'Inde est un partenaire particulièrement difficile à convaincre, en raison du développement d'une classe moyenne, qui veut accéder à un niveau de vie similaire à celui des pays occidentaux.
- Le Brésil dispose de ressources abondantes (biomasse, hydroélectricité), qui lui permettent de diversifier son mix énergétique.
- Les pays exportateurs d'hydrocarbures ainsi que les pays qui pensent pouvoir bénéficier d'un réchauffement climatique (Russie, Canada) ne sont pas en faveur d'un accord,
- L'Afrique est confrontée au problème de la pauvreté.
- Le Japon tend à suivre la politique européenne, mais se trouve à présent dans une situation d'impasse énergétique ; le message européen est de plus en plus perçu de façon négative.
- En Europe, plusieurs facteurs qui ont contribué à la baisse des émissions de GES (passage du charbon au gaz, au moment de la réunification allemande, délocalisations, forte réduction des émissions industrielles de protoxyde d'azote) n'ont plus d'effet.
- Pour changer la situation, il faut mettre la valeur du CO2 dans les prix.

- Si l'on continue comme à Copenhague, le rendez-vous de 2015 à Paris sera un échec.
- La négociation internationale a néanmoins conduit à certains résultats et notamment à la mise en place du GIEC. L'accord international sur la couche d'ozone constitue également un précédent positif.
- La négociation se poursuit à présent à différents niveaux : pays, entreprises et méga-cités.

3. Discussion

- Les négociations climatiques paraissent actuellement dans une impasse, à l'échelle internationale.
- Des questions demeurent et en particulier l'impact des politiques climatiques sur le niveau de vie.
- Les renouvelables coûtent cher et en Italie le « passif » des renouvelables serait de 12 G€.
- En même temps, il est indéniable que le réchauffement climatique va entraîner de graves problèmes (migration, sécurité alimentaire).
- On est encore loin d'avoir atteint l'objectif d'incorporer le climat dans l'économie.
- Les outils réglementaires et juridiques restent à adapter.
- La question de la mise en œuvre d'une taxe carbone et de ses mérites par rapport à d'autres mécanismes (notamment ETS) est centrale. La Suède a obtenu de très bons résultats avec une taxe carbone à un niveau élevé, mais sa situation est particulière, car elle dispose d'abondantes ressources renouvelables accessibles à un coût relativement bas (hydraulique, bois, biogaz).
- En France, la taxe carbone a été introduite dans la fiscalité, à un niveau encore peu perceptible, mais avec une croissance prévue dans les années à venir.
- Il est à noter que le mécanisme de prélèvement prévu ne fait pas la différence entre carbone fossile et carbone « renouvelable ». De ce fait, toutes les utilisations énergétiques de la biomasse risquent d'être découragées.
- De manière générale la politique nationale en matière d'énergie et de climat reste à clarifier.
- Des collaborations accrues avec les autres pays européens peuvent être envisagées, notamment avec le Royaume-Uni.
- Une analyse de crise qui frappe le système électrique européen est présentée dans le Rapport récemment publié par le Commissariat général à la stratégie et à la prospective : http://www.strategie.gouv.fr/blog/wp-content/uploads/2014/01/CGSP_Rapport_Systeme_electrique_europeen_28012014.pdf

4. Prochaine réunion

Groupe Idées Géopolitique
**Les ruptures et leurs impacts
 sur les relations entre Etats**

Lundi 31 mars 2014
 Domaine de Vert Mont